



Le 13 septembre 2006

COMMUNIQUE DE PRESSE

Rapport de la Zone franc 2005

Le rapport annuel de la Zone franc pour l'année 2005 vient de paraître. Etabli par le Secrétariat du Comité monétaire de la Zone franc - qui est assuré par la Banque de France - ce rapport fait le point sur les évolutions économiques et financières des pays membres de la Zone franc ¹ durant l'exercice écoulé.

Une accélération de la croissance économique en UEMOA, malgré l'instabilité en Côte d'Ivoire mais grâce à une bonne campagne agricole et à la bonne tenue des activités industrielles ; un léger ralentissement en CEMAC du fait d'un moindre dynamisme de la production pétrolière

En 2005, les pays africains de la Zone franc (PAZF) ont, globalement, enregistré un léger ralentissement de leur taux de croissance (+ 4 % contre + 4,9 % en 2004). Pour la première fois depuis 2000, la Zone franc a enregistré, pour chacun de ses deux principaux sous ensembles, une croissance économique inférieure à celle de l'Afrique sub-saharienne (5,3 %). La persistance, depuis 5 ans, d'un environnement sociopolitique difficile en Côte d'Ivoire continue de peser sur le potentiel de croissance de la Zone.

Le ralentissement de la croissance économique en zone CEMAC (+ 4,0 % après + 6,9 % en 2004) traduit principalement celui de la production pétrolière qui n'a progressé que de 2,9 %, après 24,4 % en 2004, en liaison avec la stagnation de la production au Gabon et au Tchad. La Guinée Équatoriale est restée le premier pays producteur de pétrole de la sous-région, avec 18,2 millions de tonnes, devant le Gabon (13,3), le Congo (12,6), le Tchad (8,9) et le Cameroun (4,2). En 2005, la croissance en CEMAC a été principalement soutenue par le secteur non pétrolier. L'économie de la zone reste, néanmoins, fortement dépendante des activités pétrolières qui ont représenté 40 % du PIB, 79 % des exportations et 65 % des recettes budgétaires. En ce qui concerne les comptes extérieurs des États de la CEMAC, le déficit du compte courant s'est nettement réduit en 2005 (0,6 % du PIB contre 3,2 % en 2004). La progression de l'excédent commercial, liée à l'amélioration des termes de l'échange et à l'augmentation des volumes d'exportations, a été, en partie, contrebalancée par le creusement des déficits de la balance des revenus et des services.

En UEMOA, malgré la situation socio-politique délicate de certains pays (Côte d'Ivoire et Togo) et la poursuite de chocs externes (notamment le prix élevé du pétrole), le taux de croissance s'est établi à 4,1 % en 2005 contre 2,8 % en 2004. Cette accélération de la croissance s'explique, principalement, par les bons résultats de la campagne agricole 2005/2006 en liaison avec des conditions pluviométriques bien meilleures qu'en 2004. Elle s'est aussi appuyée sur la bonne tenue des activités industrielles. En UEMOA, les comptes extérieurs des États membres se sont, en revanche, détériorés. Le déficit des

¹ La Zone franc comprend quatorze pays africains et un pays situé dans l'Océan Indien. Huit d'entre eux composent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Six autres constituent la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale et Tchad. Enfin, la Zone franc comprend également l'Union des Comores.

transactions courantes s'est creusé au-delà de 5 % et la balance commerciale est devenue déficitaire, pour la première fois depuis 1993. L'impact de la flambée des prix du pétrole sur les importations, associé à la faiblesse des prix mondiaux de plusieurs produits exportés, explique la performance en recul du commerce extérieur. L'excédent du solde des transferts courants s'est encore accru sous l'effet, notamment, des envois de fonds par les travailleurs émigrés.

Les Comores ont enregistré, en 2005, une croissance du PIB réel de 2,8 % contre 1,9 % en 2004. Ce regain de croissance est dû à l'évolution favorable des productions vivrières et du BTP, en dépit du ralentissement du commerce de la vanille.

Une accélération de l'inflation, même si celle-ci est inférieure au reste de l'Afrique sub-saharienne

Dans l'ensemble de la Zone franc, l'année 2005 a été marquée par une accélération de l'inflation qui a interrompu le cycle de ralentissement continu de la hausse des prix à l'oeuvre depuis 2001. En UEMOA, les prix ont progressé, en moyenne, de 4,4 %, après + 0,5 % en 2004. Cette accélération s'explique par la baisse de la production vivrière au cours de la campagne agricole 2004/2005 et la flambée des cours mondiaux du brut. En CEMAC, le taux d'inflation s'est élevé à 2,9 % après 0,4 % en 2004. Cette reprise des tensions inflationnistes résulte, à des degrés divers selon les pays, de l'évolution des prix des hydrocarbures, de l'insuffisance de l'offre de produits vivriers et céréaliers et/ou de la vigueur de la demande intérieure. À l'inverse, aux Comores, les bons résultats de la production vivrière ont contribué à une meilleure maîtrise de l'inflation (3,2 % contre 4,5 % en 2004), malgré une hausse des prix des produits pétroliers en fin d'année.

En dépit de ces tensions inflationnistes, les PAZF continuent, en 2005, d'enregistrer de meilleurs résultats que l'Afrique sub-saharienne (10,8 %). Les performances de la Zone franc s'inscrivent dans la durée : sur la période 1997-2005, le taux d'inflation annuel moyen a été de 2,3 % en UEMOA et de 2,1 % en CEMAC, alors que ce taux a dépassé 12 % pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne.

Cette inflation moindre est d'abord le résultat de l'ancrage nominal des francs CFA et comorien à l'euro. Les PAZF bénéficient ainsi de la modération de l'inflation au sein de la zone euro, qui limite la hausse des prix des importations en provenance de la zone-ancre. Par ailleurs, la relative stabilité de l'euro contribue à contenir le coût des importations, notamment énergétiques, venant du reste du monde.

Une amélioration des finances publiques, encore modeste et fragile en UEMOA et largement imputable aux recettes pétrolières en CEMAC

L'année 2005 s'est soldée par une nette progression de l'excédent budgétaire des États de la CEMAC (+ 9,0 % du PIB, contre + 3,9 % en 2004). Cette évolution est essentiellement imputable à la progression importante des recettes pétrolières (+ 67 %).

En UEMOA, le déficit s'est légèrement réduit, à 2,2 % du PIB (contre 2,4 % en 2004), grâce à des efforts de recouvrement accrus. Toutefois, les situations restent contrastées selon les pays. En effet, les tensions de trésorerie se sont accentuées dans certains États où elles se sont traduites par l'accumulation de nouveaux arriérés extérieurs de paiement (Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Togo).

Malgré quelques avancées ponctuelles, des réformes structurelles qui ont de nouveau marqué le pas

Dans plusieurs pays, les réformes structurelles ont de nouveau marqué le pas en 2005, la privatisation des entreprises publiques, notamment, accusant des retards par rapport aux programmes initiaux. On relève, toutefois, en 2005 ou au cours des premiers mois de 2006, des avancées dans les télécoms (au Gabon, au Cameroun et au Burkina) et les transports aériens (liquidation d'Air Gabon, remplacement de Camair par une nouvelle compagnie).

Des perspectives favorables pour 2006, malgré une persistance probable des tensions inflationnistes

En UEMOA, selon la BCEAO, l'activité serait soutenue par les bons résultats des campagnes agricoles 2005/2006 mais continuerait de se ressentir du niveau élevé des cours du pétrole et des lenteurs dans la normalisation de l'environnement socio-politique de certains pays. L'augmentation du PIB devrait ainsi approcher 4 % en 2006. Le ralentissement de l'inflation, à l'œuvre sur les premiers mois de l'année, est moins important que prévu. Il permet, néanmoins, d'envisager, sur l'ensemble de l'exercice, une amélioration par rapport à 2005.

En zone CEMAC, également, les perspectives économiques demeurent globalement favorables. La croissance devrait être soutenue par un léger accroissement de la production pétrolière et la bonne tenue du secteur non pétrolier. Selon la BEAC, la croissance du PIB réel s'établirait à 4,3 %. Les tensions inflationnistes ne devraient pas se réduire et la hausse des prix à la consommation atteindrait 3,1 % contre 2,9 % en 2005.

Les nouvelles perspectives d'allègement de la dette extérieure

En 2006, six pays de la Zone franc (Sénégal, Niger, Mali, Bénin, Burkina et Cameroun), qui ont atteint le point d'achèvement de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), vont bénéficier de la première phase de mise en œuvre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) décidée par le G8 en juillet 2005 à Gleneagles. Cette initiative devrait leur permettre de dégager des ressources pour progresser dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les pays bénéficiaires, qui restent confrontés à d'importants besoins d'investissement, devront faire preuve de prudence dans la gestion de leurs finances publiques et de leurs comptes extérieurs, afin d'éviter un nouveau cycle de réendettement.

La version électronique du rapport est disponible en ligne sur Internet :

www.banque-france.fr/fr/eurosyz/zonefr/page2.htm

Pour plus de renseignements :

Banque de France
Direction de la Communication
Service de Presse
48 rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

Tél. : 01 42 92 39 00 – Télécopie : 01 42 60 36 82
Internet : <http://www.banque-france.fr>

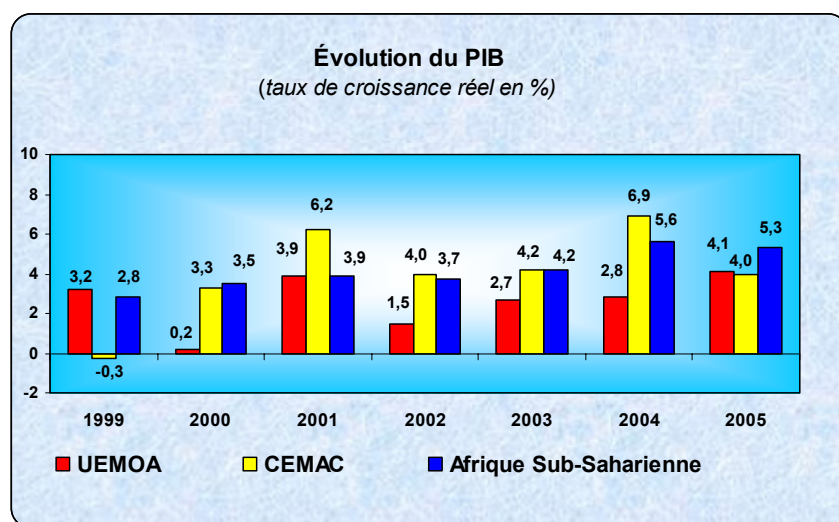
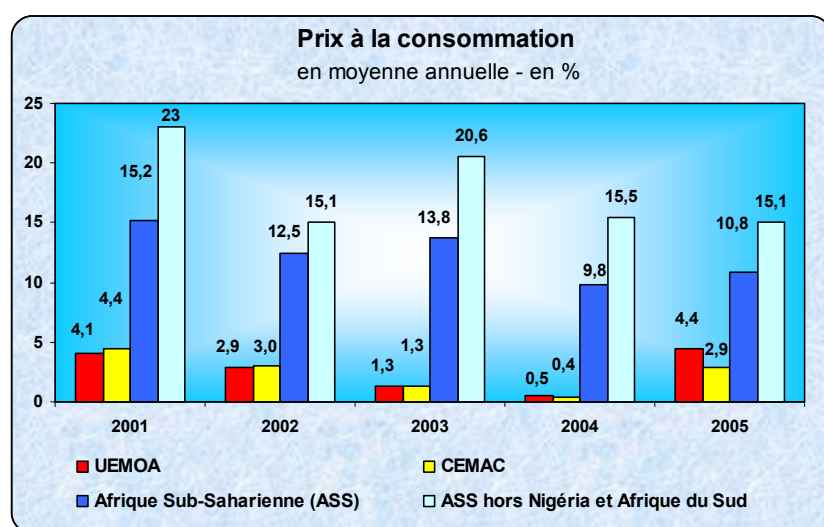
ANNEXE²

Principaux indicateurs économiques

(en pourcentage)

	Croissance du PIB (en %)		Inflation (en %) *		Solde budgétaire (en % du PIB) **	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005
UEMOA	2,8	4,1	0,5	4,4	- 2,4	- 2,2
CEMAC	6,9	4,0	0,4	2,9	3,9	9,0
Afrique Sub-Saharienne	5,6	5,3	9,8	10,8	- 0,3	1,2

* Variation des prix à la consommation, en moyenne annuelle
 ** En base engagements, dons compris
 Sources : FMI, Banques centrales



Sources : Banques centrales, FMI

² Sur la base des données disponibles à fin juillet 2006 (sources : BCEAO, BEAC, FMI).